



CCPC de l'AEFE du 25 janvier 2021

Déclaration liminaire SNES-FSU

L'intersyndicale de l'Éducation à laquelle appartient la FSU appelle à la grève ce mardi 26 janvier. À l'Éducation Nationale, ce sont les suppressions de postes dans le second degré à la rentrée 2021 et les réformes qui malmènent nos métiers et génèrent la souffrance des personnels, sans parler d'une gestion chaotique de la crise sanitaire.

À l'étranger, les conséquences des réformes Blanquer produisent les mêmes effets, parfois pires en raison du contexte spécifique, par exemple pour les langues vivantes. **Les suppressions de postes budgétaires continuent, dans un contexte sanitaire qui devrait au contraire impliquer le renforcement de l'encadrement, notamment pédagogique.**

Les personnels, détachés et en contrat local, ballottés au rythme des aléas de la crise sanitaire et des directives locales, sont à bout de souffle et sans réelles contreparties à leur engagement sans faille.

Sur le plan indemnitaire, les groupes de travail annoncés sur l'avantage familial des résidents et certaines indemnités statutaires (CPE, Psy-EN, mais aussi prime d'équipement informatique) ne sont pas des priorités.

Autre urgence, pourtant annoncée et même actée lors de la CCPC du 2 juillet dernier, celle d'un groupe de travail sur la gestion des conflits. On nous dit sans cesse que c'est un point sur lequel l'Agence porte toute son attention, pourtant nous sommes régulièrement réunis, comme ce jour, sur des CCPC "couperet" qui se prononcent sur une fin de mission anticipée (FMA) ou - c'est le cas aujourd'hui - des non-renouvellements de détachement. Nous dénonçons par ailleurs l'usage du non-renouvellement de détachement comme moyen de mettre fin à un contrat. Pour la FSU, ce fonctionnement n'est pas digne de l'Établissement public.

